



# Tous mobilisés pour ne pas payer l'addition du « quoi qu'il en coûte »

Terminé le « quoi qu'il en coûte », balayés les discours sur un « monde d'après » plus juste, plus solidaire. Alors que la France n'est pas encore sortie de la crise sanitaire qui la frappe depuis plus de 18 mois, le gouvernement repart à l'offensive.

Les annonces qui se succèdent démontrent s'il en était besoin que, comme « avant », les dirigeants de ce pays entendent bien « taper » les mêmes pour payer la note du « quoi qu'il en coûte ». Ceux qui ont engrangé des profits monstres y compris en période de crise ne seront pas plus inquiétés qu'avant. Le ministre de l'économie a été ovationné lors des universités d'été du Medef, il y a des signes qui ne trompent pas.

La mise en place de la réforme de l'assurance chômage au 1<sup>er</sup> octobre, les annonces à répétition sur une nouvelle réforme rétrograde des systèmes de retraites, le refus d'augmentation du SMIC et par voie de conséquence de toutes les grilles salariales dans le privé et le public sont autant de faits qui devraient inquiéter fortement l'ensemble du monde salarial.

## Agir pour ne pas subir : le mot d'ordre de cette rentrée

La CGT entend alerter les salariés, actifs et retraités, sur la nécessité à se mobiliser sans plus attendre pour exiger d'autres choix que ceux engagés ou envisagés aujourd'hui.

D'ores et déjà des dates d'action unitaire sont décidées, le 1<sup>er</sup> octobre pour les retraités, le 5 octobre pour tous. Des mobilisations sous diverses formes s'organisent, comme la pétition contre l'externalisation du maintien en condition opérationnelle des hélicoptères de l'armée de terre ou la défense du Service de Santé des Armées ou encore l'action nationale des syndicats CGT au siège de Naval Group le 23 septembre pour exiger notamment l'obtention d'un 13<sup>ème</sup> mois.

Alors que de plus en plus d'actifs et de retraités s'enfoncent dans la précarité voire la pauvreté, la CGT est résolument décidée à mettre tout en œuvre pour s'opposer aux funestes projets de ce gouvernement et imposer d'autres orientations.

Les salariés des établissements et industries de défense subissent comme les autres les choix de ces politiques et ce, malgré un budget de la défense en hausse et un secteur d'activité peu impacté par la crise sanitaire. Gel des salaires, externalisation d'activités au Minarm à l'exemple du MCO terrestre comme dans des entreprises comme Naval Group qui n'hésite pas à exporter une part de sa charge de travail à l'étranger sont autant d'exemples de choix indécentes et injustifiables.

Augmentation des salaires, pensions et minima sociaux, égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes, 32H00, emploi stable et statutaire, renforcement des systèmes de retraite, amélioration de la protection sociale, investissement massif dans notre système de santé aujourd'hui défaillant sont quelques propositions de la CGT pour construire un « monde d'après » empreint de justice sociale pour toutes et tous.

***Le mépris et les injustices ça suffit !***

***Tous mobilisés pour imposer d'autres choix : les nôtres !***

Montreuil le 15 septembre 2021

